Quelques aspects de la condition de la femme là où je travaille

Valérie Troeger
Bas-Rhin

secrétaire de direction, 37 ans
secrétaire de cellule

L'H.C.S. (Hôpital de Strasbourg) c'est 6.600 employés dont plus de 4.000 femmes agents de service ou agents de bureau, filles de salle ou infirmières, souvent employées, rarement cadres administratifs, souvent surveillantes, presque jamais médecins.

Comment ressentent-elles la crise ? Femmes alsaciennes, on les culpabilise pour leur manque d'instruction, leur connaissance souvent médiocre du français. Femmes à l'hôpital, on attend d'elles qu'elles soient serviles, soumises, dévouées, et pourtant elles sont les premières victimes de l'austérité. Austérité qui pèse lourdement sur les conditions de travail : surcharge et accumulation des tâches, aussi bien parmi les personnels auxiliaires de service que les employés administratifs ; horaires de plus en plus harassants pour le personnel soignant.

Parallèlement, une véritable politique de culpabilisation est menée afin d'obtenir le « consensus » à l'austérité dans la santé. Les personnels administratifs hésitent à prendre des vacances trop longues de peur de retarder la facturation. Les personnels soignants restent régulièrement une heure ou deux heures de plus pour finir leur travail sans être payés, s'excusant auprès d'une collègue, la surveillante ou le médecin, de n'avoir pas eu le temps d'exécuter telle tâche, laissant leur numéro de téléphone privé pour le cas où l'on aurait besoin d'elles.

Culpabilisation d'autant plus facile à mener que l'austérité se répercute sur le malade. Les prétendues difficultés financières de la Sécurité sociale ont pour conséquence d'accroître le travail d'un bon nombre d'employées dans les secrétariats de polyclinique et les services de facturation de l'hôpital, en accumulant les complications administratives.

Si l'austérité est un des aspects de la crise, celle-ci se répercute aussi sur les rapports sociaux.

Des différences énormes existent dans la qualification des personnels et la nature du travail effectué.

Les femmes ne possèdent généralement aucun diplôme, exception faite naturellement des infirmières. Encore que beaucoup d'entre elles ont débuté comme filles de salle et ont suivi des cours de formation continue leur permettant d'acquérir les diplômes nécessaires. Personnels administratifs, elles commencent généralement au bas de l'échelle et avancent au fil des années, par voie de concours internes. Elles ont les salaires les plus bas. Plus de la moitié d'entre elles gagnent moins de 2.500 F. Rares sont celles qui dépassent un jour 3.500 F.

Leur culpabilisation linguistique commence à l'âge de 6 ans lorsqu'on leur apprend que leur langue maternelle, l'alsacien, n'est pas la bonne langue. Alsaciennes, elles apprennent le français à l'école mais parlent l'alsacien à la maison, généralement aussi au travail entre collègues. Rares sont celles qui vont au lycée et encore plus rares celles qui dépassent le niveau du B.E.P.C. Leur connaissance du français étant souvent insuffisante, leur situation est particulièrement difficile et explique leur surexploitation.

Intégrées très jeunes dans la vie professionnelle, comment peuvent-elles par la suite assumer les charges d'une vie familiale, travailler huit heures par jour et continuer à se former par voie de cours du soir ? Et où prendre le temps de lire un journal, d'aller à une réunion syndicale et, a fortiori, de militer au Parti ? Comment obtenir des réformes démocratiques, des transformations sociales, économiques et politiques, la modification des rapports sociaux et humains ?

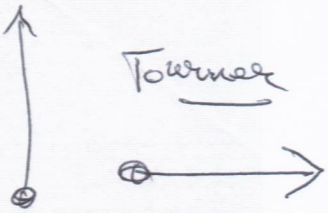
Si la mobilisation du personnel féminin de l'hôpital est difficile à obtenir, c'est que nous nous heurtons ici à tous les aspects du réformisme alsacien, qui se caractérise par une forte emprise d'une Eglise encore très traditionaliste sur toutes les questions politiques et sociales, par une volonté réelle de voir se réaliser des relations franco-allemandes amicales, mais qui est pervertie par la propagande réactionnaire sociale-démocrate qui est distillée tous les jours par les trois chaînes de la T.V. allemande et la présence des publications allemandes dans tous nos kiosques.

Les femmes ont le sentiment qu'elles sont en bas de l'échelle, qu'elles n'ont de toute façon rien à dire, et qu'une intervention de leur part ne servira à rien. Ce sentiment est encore fortement ancré dans leur esprit. Cela se traduit par une très faible syndicalisation de leur part.

La cellule de l'hôpital a, à plusieurs reprises, pris position contre le manque total de démocratie à l'intérieur de l'H.C.S. et les conditions de travail particulièrement aggravées par le manque de personnel. Nous essayons d'illustrer, à l'aide d'exemples concrets, la crise et ses répercussions sur les personnels de l'hôpital. Nous avions, à plusieurs reprises, tenté d'organiser des petites réunions avec des collègues femmes, mais il s'est avéré qu'il était extrêmement difficile de maintenir la discussion sur le terrain politique. Il est nécessaire que nous nous adressions à ces femmes en prenant en considération la réalité.

Seule une connaissance approfondie de toutes leurs aspirations nous permettra d'organiser les luttes avec elles et d'amorcer de véritables transformations sociales, une réelle modification des rapports sociaux et humains.

Comment est née, comment vit ma cellule d'entreprise



Gisèle Vitetta
Ain

aide-comptable, 29 ans
membre du Comité fédéral

« Les femmes aujourd'hui » : un sujet que tout le monde reprend à son compte, le gouvernement, les partis politiques, les journaux, la télévision.

Mais souvent, les vrais problèmes qui se posent aujourd'hui aux femmes sont écartés, laissés sans véritables solutions. On se contente en particulier de leur suggérer, en ce moment, de reprendre gentiment leur place au foyer.

Pourtant, la volonté des femmes de s'affirmer, d'être à part entière dans la société s'exprime de plus en plus. La plupart sont des travailleuses directement confrontées au patronat. Elles sont les moins payées, les premières licenciées, leur dignité est constamment bafouée. C'est avec le Parti communiste, qui compte le plus de femmes responsables à tous les niveaux de ses différentes instances, qu'elles s'organisent et luttent.

Comment une cellule à majorité féminine s'est-elle créée à Belley dans l'Ain ? Telle est l'expérience dont je voudrais faire part. Celle vécue dans la maroquinerie « Le Tanneur », une entreprise de 600 femmes.

Des femmes qui, au cours des années, ont lutté pour l'amélioration de leurs salaires et de leur pouvoir d'achat, pour leur dignité de travailleuses, qui ont créé un syndicat puissant et actif. A l'intérieur, quelques communistes, mais aucune activité propre du Parti, de la cellule. Les informations parviennent de l'extérieur, données par les communistes de la section. Il est difficile de réunir les femmes, la plupart sont mariées. Il n'est pas question avec les enfants de sortir le soir. Et puis, beaucoup hésitent à se « montrer », à se dire ouvertement communistes. Ce sont là des obstacles qui paraissent difficiles à surmonter.

Pourtant, quelque chose se produit au moment des élections législatives de mars 1978, quelque chose qui répond au profond besoin de changement qu'éprouvent ces ouvrières. Quand le candidat communiste vient à la porte de leur entreprise, elles n'hésitent pas. Elles font groupe autour de lui, lui posent des questions, veulent savoir, disent à quel point elles souhaitent le changement. La section du Parti communiste français s'adresse à plusieurs reprises à elles, à partir de leurs problèmes spécifiques. De là, des discussions s'engagent à l'intérieur de l'usine, pendant le travail. Quelques femmes communistes, quelques sympathisantes lancent un appel à voter pour le candidat du Parti. Pour la première fois cet appel, repris sous forme de pétition, circule dans l'entreprise et se couvre de signatures. Un grand pas vient d'être franchi.

A partir de ce qui les touche le plus directement, les ouvrières de la maroquinerie se sont exprimées, ont manifesté ouvertement leur volonté de changement. C'est cela qui a favorisé la discussion. Dans ce contexte actif, les femmes communistes ont bien réagi pour développer la présence du Parti dans l'entreprise. Leur première activité a été la création d'un C.D.H.

Désormais, « l'Humanité » pénètre dans l'entreprise. En même temps, elles décident de réunir la cellule. Les onze femmes com-

munistes de l'usine sont invitées. Trois viennent à cette première réunion. Elles décident d'un plan de travail. Elles vont voir les huit autres, et leur proposent la rédaction d'un tract et de pétitions pour l'amélioration de la condition des femmes. Le résultat est surprenant. Alors qu'avant chacune restait dans son coin, ensemble elles discutent avec passion, participent à la confection du tract.

C'est un travail patient qui s'instaure, et le résultat est payant. La diffusion du tract, des pétitions crée un climat de discussion parmi les ouvrières. Tous les membres de la cellule y participent. Chacune dans son secteur explique, fait signer. Toutes se sont abonnées à « l'Humanité » quotidienne. Elles éprouvent le besoin de la lire.

Les réunions de cellule ont lieu chez chacune d'elles à tour de rôle. L'adhésion est devenue une préoccupation de premier plan. Cette année, trois adhésions ont été faites. Le placement du timbre se fait aussi par secteur, pendant les heures de travail.

Les communistes de l'entreprise ne craignent plus de distribuer du matériel de propagande devant la porte. Chaque vente de masse de « l'Humanité-Dimanche » ou de « l'Humanité » quotidienne est décidée collectivement et se fait devant l'usine. A l'occasion des récentes élections cantonales, la cellule a édité et distribué son propre matériel.

Voilà comment les communistes prennent en compte les problèmes réels qui se posent pour les femmes dans une entreprise donnée. Une cellule peut se créer, devenir active, exprimer démocratiquement les revendications des ouvrières.

C'est ainsi que pourra dans l'entreprise même se développer l'union à la base. Par exemple, à Belley, ce qui tient au cœur des femmes travailleuses, c'est la création d'une crèche. A partir de là, la cellule a décidé d'unir les femmes sur les propositions du Parti. Toutes les femmes communistes de notre usine n'avaient pas lu le projet de résolution préparant le XXIII[e] Congrès. Deux camarades, pour les aider, en ont fait un résumé et l'ont commenté. Ce moyen a facilité la discussion et le projet a été adopté.

Ce n'est pas facile de faire militer des communistes dans une entreprise ; ça l'est encore moins quand l'entreprise en question emploie essentiellement des femmes et qu'elle se trouve dans une région peu industrialisée, où l'influence du Parti est faible.

Mais la réalité de la vie quotidienne est là, présente. Le développement des idées révolutionnaires et du Parti qui les porte n'est pas en contradiction avec l'espoir qui est au cœur de chacune, bien au contraire.

Les luttes pour la prise de conscience ne sont que l'expression des efforts de tous les communistes.